

Michel Rocard

Les mystères de la finance

Le Débat n° 189, 2016/2

La publication toute récente de *L'Hydre mondiale* et ici de «La démocratie à l'épreuve de la globalisation», tous deux de François Morin, peuvent et doivent être un événement mondial. Pourquoi ne pas commencer par *Le Débat*?

Le monde vit actuellement au rythme médiatiquement lent, donc non significatif mais historiquement effrayant, d'une multicroise aux aspects divers, aux causes différentes, mais quelquefois interférentes, et aux effets tellement distincts qu'ils dissuadent toute recherche d'une cause commune et même toute référence à une interrelation générale. Si l'humanité d'aujourd'hui affronte tous ces défis à la fois, ce ne serait que la faute à «pas de chance»?

Il est assurément vrai que le chômage et la précarité du travail ont peu à voir avec la pollution ou l'effet de serre, lesquels n'ont pas de rapport évident avec les crises financières et boursières répétées qui nous assaillent depuis vingt ans et menacent toujours. *A fortiori*, l'impuissance des États contemporains à assurer

financièrement l'armement et la formation des hommes nécessaires à leurs polices et à leurs armées pour faire face à la conjonction croissante de la violence civile urbaine avec tous les trafics en bandes organisées – drogue, êtres humains, animaux, armes –, souvent mieux équipées que les forces armées nationales, paraît, elle aussi, être d'une autre nature. Elle est aggravée, pourtant, par l'incapacité encore plus patente des mêmes États à assurer militairement la défense de leurs intérêts économiques et de civilisation dans le remodelage violent du monde provoqué par l'insurrection de 400 millions de musulmans chiites contre 600 millions de sunnites trop inféodés à l'Occident et amplifié par la dérive vers la folie meurtrière d'une petite mais dangereuse partie de ces derniers. Tout cela bouleverse la carte politique du monde, la diplomatie, l'équilibre stratégique et toute l'économie pétrolière. L'intuition terrifiante se répand qu'il n'y a plus ni États ni politique... qui les auraient détruits ou affaiblis.

Michel Rocard a été Premier ministre de 1988 à 1991. Il a récemment publié *Suicide de l'Occident, suicide de l'humanité?* (Flammarion, 2015).

On ne comprend pas, on ne réfléchit qu'à court terme et chacun chez soi. Les hommes de savoir se réfugient dans leur autorité intellectuelle sectorielle. Financiers et généraux se taisent sur tout ce qui est global. L'opinion publique s'inquiète, proteste, vote extrême et, simultanément, multiplie superbement les initiatives partielles locales bénévoles et insuffisantes, mais exprime de plus en plus sa peur et sa colère contre tout ce qui dirige la politique ou l'économie. Et les pouvoirs bavardent sans savoir ni, d'ailleurs, pouvoir.

Pourtant, depuis quelques décennies, une intuition se fait jour chez les plus engagés de nos prophètes comme chez les plus avertis des animateurs d'innombrables regroupements de victimes de dommages.

L'intuition, c'est que le pouvoir bancaire, à l'évidence impliqué dans les crises financières répétitives, pourrait bien avoir des responsabilités étendues aussi dans la difficulté croissante à financer l'investissement collectif, donc à provoquer la croissance ou, pis encore, dans l'impossibilité à financer les investissements pharaoniques nécessaires pour éradiquer la pollution et prévenir la catastrophe du réchauffement climatique. D'innombrables travaux parlementaires portent la trace visible de l'efficacité du pouvoir bancaire dans son effort constant et réussi pour empêcher les États de se financer à la hauteur de besoins vite croissants comme de le soumettre par la règle commune au contrôle de l'intérêt général.

Au demeurant, quelques remarques seulement qualitatives s'imposent.

Pour commencer par le chômage et la précarité, massifs depuis quarante ans aujourd'hui, la cause la plus évidente n'est pas suffisante à expliquer le problème, il n'est même pas sûr qu'elle

soit dominante. La cause évidente, c'est la maturité du capitalisme. Ce dernier n'est pas une abstraction. Il est fait d'objets et de services que l'on fabrique, produit et vend s'il y a demande. De tout temps, il s'est toujours trouvé une industrie assez essentielle et puissante pour entraîner toutes les autres. Le chemin de fer a joué ce rôle un demi-siècle, relayé ensuite plus puissamment encore pour quatre-vingts ans par l'automobile. Le marché en est maintenant mondialement presque saturé, sauf en Chine. Depuis, il n'existe plus de produit fabriqué sur demande individuelle, ni mécanique, ni textile, ni chimique, qui appelle un aussi fort volume de travail, donc d'emploi. Le travail de substitution ne pourrait viser que l'investissement, la dépollution ou l'effet de serre.

Or ils ne sont pas finançables. L'investissement pourrait être à dominante privée. Mais la pression croissante de l'actionnariat vers plus de dividende et de valorisation boursière l'entrave. Et il n'intéresse plus les banques. On savait, même avant que François Morin ne le confirme, que sur les bientôt 800 trillions de dollars de liquidités mondiales pour l'essentiel créées par les banques privées, et qui représentent entre sept et huit ou neuf fois le produit brut mondial, à peine 3 % financent l'économie et plus de 95 % alimentent les marchés financiers de titres spéculatifs. La banque ne finance plus l'économie ; quant à la pollution et à l'effet de serre, c'est par l'étranglement des financements collectifs et surtout publics que le pouvoir bancaire agit. Il s'agit dans les deux cas pour lui de préserver le volume de liquidités affecté à l'enrichissement par la spéculation et, surtout, d'empêcher les puissances publiques de l'interdire ou seulement de le réguler.

L'affaiblissement voulu des États prend beaucoup d'autres formes, mais découle de la même cause.

Dès que l'on admet que l'enseignement, la santé publique, la sécurité intérieure et extérieure, l'offre de transports à tout résident, entre autres, sont des devoirs collectifs et donc des responsabilités publiques, il devient stupide et même délinquant vis-à-vis des contribuables d'interdire à l'État de se financer gratuitement auprès de la Banque centrale pour ces obligations et d'y ajouter une rente lourde au profit du secteur privé de ce fait.

En outre, on ne saurait jamais négliger le puissant soutien politique et d'opinion, victorieux depuis trente ans, à des principes de doctrine économique aussi évidemment démontrés comme faux par les diverses crises en cours que les trois suivants :

- le marché s'équilibre spontanément sous la condition que l'État n'en fausse pas le jeu ;
- il faut donc privatiser, déréguler, déréglementer ;
- tout équilibre sectoriel ou local de marché est optimal du point de vue des partages entre tous les créanciers sur une richesse produite quelconque – salariés qui l'ont fabriquée, dirigeants qui l'ont conduite, fournisseurs, clients, banquiers et actionnaires. Toute externalité, même nocive – pollution, gaz carbonique ou chômage –, doit dès lors être oubliée. À d'autres horizons temporels le marché finira par y pourvoir.

Tout cela a fini par assurer partout, dans l'univers de la production, dans celui de la finance comme dans celui de la politique, la priorité absolue des intérêts privés personnels sur tout intérêt collectif et surtout public.

Certains aspects symboliques en sont plus forts que les conséquences réelles. Depuis un demi-siècle que la conscience écologique s'affirme et progresse, tous ceux qui la partagent appellent à la création d'un statut des biens publics, nationaux ou mondiaux. Ces

prétendues règles et ces forces l'interdisent absolument.

Plus grave peut-être, si c'est possible, on savait depuis longtemps que parmi les formes d'organisation et les institutions que les hommes se sont données dans l'histoire récente, c'est la protection sociale qui était et est toujours la plus menacée par ces orientations financières. Son affaiblissement est d'ailleurs voyant. Mais nous sommes en 2015. L'état du monde laisse penser que la violence a pris le pas sur l'économie et que la civilisation de la démocratie et des droits de l'homme va en venir bientôt à devoir être défendue par la force aussi bien contre sa violence interne – criminalité et trafics en bandes – que contre la violence externe – surarmement russe et chinois, menace immédiate de l'« État islamique », même s'il y a des raisons d'espérer que le prétexte religieux de ce dernier finisse par être dénoncé en Islam même. Dans cette situation-là, celle d'aujourd'hui, la volonté d'affaiblir l'autorité publique n'en devient-elle pas sûrement dangereuse et probablement criminelle ? Car la première victime de la défaite de l'intérêt public devant les intérêts financiers privés, avant même d'être la protection sociale, est à l'évidence la force publique militaire ou policière.

Seulement, voilà, il me faut bien le répéter, il ne s'agit dans tout cela, même si elles sont lourdes, que d'intuitions.

Il n'y a aucune exhaustivité ni complétude dans les analyses causales. Il n'y a ni certitudes ni preuves. Les prophètes partiels font de leurs colères spécifiques des certitudes en oubliant parfois que la colère est mauvaise conseillère.

J'appartiens à l'immense cohorte des commentateurs et des décideurs frustrés, ou inquiets, et je le revendique, qui ont choisi d'exprimer à la fois cette colère et ces intuitions. Nous sommes

innombrables. Devant tant de menaces et de drames, l'accusation risquait de tourner à la recherche du bouc émissaire. Le pouvoir bancaire a l'immense avantage d'être puissant, visible et facilement identifiable. Les procès d'intention se multiplient, la mesure exacte des accusations n'est jamais faite. Et les mots englobants sont dangereux. Personne au monde, sauf peut-être un totalitarisme encore plus extrême que tous ceux que l'on a connus, ne peut imaginer la vie matérielle des hommes sans un système financier, donc bancaire, qui la permette, l'assure et la règle. On a toujours besoin de vraies banques au service de l'intérêt général et, notamment, de l'économie.

Or un drame supplémentaire nous a frappés : le savoir se tait.

On ne saurait gérer le monde, moins encore le transformer pour l'améliorer sans le penser. Ce n'est pas là le devoir des politiques : l'immédiateté et les contingences de proximité frappent trop fort. C'est la fonction des sachants, des titans de la pensée. De tout temps, quelques géants ont éclairé la route et pour longtemps. On se souvient : Confucius, Lao Tseu, Platon, Aristote, saint Augustin, saint Thomas d'Aquin, Maïmonide, Averroès, Descartes, Newton et bien d'autres sont toujours présents, cités dans les débats majeurs.

Mais, curieusement et dramatiquement, depuis les débuts du capitalisme, et à l'unique exception de l'immense John Maynard Keynes, aucun, je dis bien aucun, des géants de la pensée n'a intégré la finance ni, surtout, la monnaie dans l'univers de ses investigations. Or elle est, juste après la violence, la deuxième forme des relations parmi les hommes.

Il en reste pourtant, et beaucoup, des géants de la pensée en France et dans le monde. Mais, qu'ils soient philosophes, historiens, ethnolo-

gues, archéologues, préhistoriens, biologistes, physiciens ou sociologues, si tous ont évoqué, de loin et en général, l'économie et l'argent, aucun n'a voulu s'assurer la maîtrise complète, détaillée et savante de l'instrument monétaire. Ses principes et sa pratique sont à dominante technique, rarement, sinon jamais, directement confrontables aux exigences majeures de l'éthique. Ils savent tous, pourtant, que le diable est dans les détails. Mais en matière monétaire tout se passe comme si les détails en jeu n'avaient pas assez de dignité philosophique pour mériter intérêt. Nul, alors, n'a cherché à élucider les maléfices des accumulations de détails constituant les tendances en cours.

Et, bien entendu, mais là on comprend, le pouvoir technique spécialisé se tait. L'information fine reste secrète. Aucune autorité bancaire reconnue n'a osé, voulu ou même seulement pu assumer la critique, l'évaluer, la mesurer et tenter d'y répondre. L'accusation est trop vague, trop incertaine et imprécise, à l'évidence parfois excessive. Le droit à la non-réponse par le silence méprisant est indiscutable.

C'est dans cet univers-là – que François Morin me pardonne – qu'intervient un modeste professeur toulousain de l'enseignement supérieur. Ce n'est assurément pas un géant de la pensée. Il n'y prétend pas et cette seule idée le fait rire. Mais il est professeur d'économie et consciencieux. Pour assurer sa compétence, il a passé neuf années au Conseil général de la Banque de France – dans des fonctions actives et sensibles au sein du système bancaire central, celui qui, même s'il ne dit rien, sait tout parce qu'il contrôle tout.

François Morin a quasiment tout vu et tout compris. Son retour au monde tranquille et libre du savoir lui a permis d'écrire. De là sortent

deux textes : un livre, *L'Hydre mondiale, l'oligopole bancaire*, publié chez Lux en avril 2015, et l'article « La démocratie à l'épreuve de la globalisation » que l'on vient de lire ici. Les deux sont brefs. Mais, après tout, la théorie de la relativité fait vingt-cinq pages et le *Discours de la méthode* pas beaucoup plus.

Il y a entre les deux une cohérence absolue d'informations relevées, d'analyse et de méthode de pensée. Mais ils sont bien différents.

Le livre d'abord. Il est étrange en ceci que sa matière essentielle est faite d'énormes et multiples tableaux de chiffres plus encore que de commentaires. C'est à ma connaissance – laquelle a de fortes limites... – l'unique description exhaustive existante du réseau de banques « systémiques » (le mot est du G 20 de 2011, choisi par les vingt chefs de gouvernement les plus puissants de la planète) qui ont su prendre en se concertant le commandement de la finance mondiale et, à travers lui, celui des États.

Les tableaux sont étonnants. Aucun n'était public. François Morin les a tous fabriqués. Il lui a fallu faire jouer pendant des années l'immense réseau de ses relations professionnelles pour faire sortir des statistiques et des archives où ils étaient enfermés les éléments comptables partiels, mais décisifs, qui étaient nécessaires à la compréhension.

De là sort l'unique présentation comptable exhaustive – au dollar près sur quelques centaines de trillions – de la concentration bancaire – le nom technique est « oligopole », François Morin l'appelle l'hydre – qui, aujourd'hui, dirige le monde, peut-être bien pour son malheur.

De cette démonstration découle enfin l'évidence de l'abus de pouvoir.

Je crois nécessaire ici, bien que je la sache hors sujet, une notation complémentaire. Le pouvoir bancaire mondial est loin d'être

dans cette dangereuse affaire tout entier complice.

N'oublions jamais – ça pourra servir – que la finance chinoise répugne à la spéculation et aux produits dérivés, et donc les réfrène, ni que la finance islamique les condamne et les rejette. En Occident, la finance d'économie sociale, donc mutualiste, respecte toujours une éthique qui les rejette aussi. Elle non plus n'est pas complice. Or, en France, il s'agit de la moitié du réseau. Et en Occident, le système dominant dans ses parties constitutives ou seulement soumises à l'oligopole est lui aussi riche en professionnels intègres, lucides et inquiets. La plupart se taisent. Mais à s'exprimer François Morin n'est pas seul.

Il faut en citer un autre, Bernard Lietaer, dix ans directeur à la Banque centrale de Belgique, qui vient d'avoir l'honneur d'être adoubé comme rapporteur par et pour le Club de Rome, cette institution étrange qui assure sa pérennité en ne prenant la parole que lorsqu'elle a quelque chose à dire, soit deux ou trois fois par siècle, enfin un rythme compatible avec celui de l'histoire. Bernard Lietaer a choisi de s'écarter de l'incrimination du système lui-même, dont il n'avait pas les moyens de la mesure. Mais ce même Bernard Lietaer, dont le rapport est maladroitement titré *Halte à la toute-puissance des banques* (Odile Jacob), considère avoir démontré que toute monnaie unique – sans contrepoids interne – et centralisée – sans contrepoids externe – dirigée par l'État, agent normatif unique ayant de toutes autres motivations et priorités, mais monétairement sans contrepoids non plus, et gérée par les banques, donc émise en contrepartie d'une dette bancaire, agrégat incertain, variable, volatile et soumis éventuellement à l'enthousiasme comme à la panique, est structurellement instable et inévitablement génératrice

de crises. Il y a là de quoi transformer toute la finance et l'appareil monétaire de notre temps.

Mais la force du système se mesure au relatif silence autour du travail de Morin. Quelques articles de presse, quelques commentaires de revue. À ma connaissance, toujours pas encore un livre, ni en anglophonie ni en francophonie. Le débat n'est pas ouvert. S'il en a l'importance, il n'en a pas encore la dignité aux yeux des détenteurs patentés du savoir noble. Nous détenons pourtant tout juste la démonstration chiffrée évidente de l'abus de pouvoir.

Revenons-y justement.

La masse, plus de cinq à six fois, on l'a vu, la valeur de la richesse mondiale produite chaque année, suffit à affirmer la dominance. En tant que telle, elle exprime deux violations de l'éthique.

L'éthique de la légitimité, donc dans le monde d'aujourd'hui celle de la souveraineté, d'abord. La mesure quantitative de la puissance, impossible jusqu'ici, est nécessaire à la démonstration. À ce niveau de puissance le contrôle démocratique est indispensable. Or il a disparu.

L'éthique du droit à la vie, donc de l'égalité parmi les hommes, ensuite. Le système assure la primauté d'intérêts privés sur tout intérêt collectif, donc sur l'intérêt général. Un corpus législatif mondial presque nul et national insuffisant le permet. La violation de l'éthique n'en est pas moins évidente.

L'analyse chiffrée des interconnexions du système et celle de ses pratiques permettent à Morin d'aller plus en détail dans la description d'illégalités franches plus limitées et précises, à commencer ironiquement par les lois favorites du système, celles qui assurent et défendent la concurrence, et à continuer par celles qui prétendent y prévenir la fraude et, surtout, l'excès.

La nature et le volume de ces dérives confinent parfois au crime, financier d'abord, bien sûr, mais peut-être pas seulement. Combien de banques systémiques ne se sont pas encore complètement délivrées de leur implication dans des trafics maffieux, drogue, blanchiment d'argent « sale » et, par-dessus tout, fraude fiscale ?

Les États aujourd'hui sont les vaincus et ne pourront probablement pas suffire à réintroduire transparence, équilibre et respect de l'éthique. Seule l'opinion publique mondiale un jour le pourra. Après tout, elle a déjà réussi à assurer, contre l'avis de beaucoup d'États puissants, l'interdiction des mines terrestres et la création de la Cour pénale internationale. L'outil majeur sera la juridisation, la pénalisation de toutes ces formes de délinquance. La description exacte et minutieuse des pratiques délictuelles, leur quantification rigoureusement exacte sont indispensables à cette démarche. Elles étaient impossibles jusqu'à présent.

Je m'arrête ici sur le livre. Un commentateur ne résume pas une œuvre. Lisez. C'est austère mais bref.

L'article ici publié, totalement homogène avec tout ce qui vient d'être dit, est d'une tout autre nature. Pas de tableaux, guère d'allusion à l'action de l'« hydre » hors la finance, une drastique limitation exclusive aux effondrements et drames tels que vécus dans le monde de la finance.

Mon impression est qu'ici François Morin, pour séduire ses lecteurs, ce qui, vu l'importance des sujets en cause, est un devoir, a décidé de se limiter à ce qu'il savait le plus solidement établi dans ses raisonnements.

Et il nous conte l'histoire financière de ce dernier demi-siècle. C'est exhaustif, magistral et convaincant. Vous aurez l'impression, rare et peut-être pas fausse, d'avoir enfin tout compris.

J'attends avec intérêt la réponse aujourd'hui obligée des acteurs du système.

L'espoir est, bien sûr, que la puissance intellectuelle de ces outils ainsi affirmée permette enfin de commencer à utiliser les mêmes outils sur des pistes, *a priori* et à l'origine moins évidemment disponibles, pour la qualification détaillée et précise de l'offense ainsi faite à l'humanité et pour sa quantification rigoureuse.

Sur la fin de mes jours, je ne resterai opti-

miste que par devoir. Je n'exclus plus que nous soyons à l'aube, les moyens intellectuels se rassemblant, d'une immense mutation nécessaire et consciente, peut-être même peu violente, permettant à l'humanité de retrouver la stabilité puis l'harmonie, enfin l'espérance en l'avenir. La condition unique est que ce nouveau savoir soit celui de tous.

Michel Rocard.